

Climatbiodiversité

«La Suisse subventionne 80 fois plus les activités dommageables à la biodiversité que sa protection»

Signataire avec 194 autres pays d'un accord signé à Montréal en décembre dernier pour conserver 30% des terres et des mers d'ici 2030 afin de protéger la biodiversité, la verte Helvétie a les plus gros progrès à faire de tous les pays d'Europe. Dans son dernier ouvrage, l'éthicien de la nature fribourgeois Marc Vonlanthen explique pourquoi. Interview.

**25 mai 2023, par
Fabrice Delaye**

Signataire avec 194 autres pays d'un accord signé à Montréal en décembre dernier pour conserver 30% des terres et des mers d'ici 2030 afin de protéger la biodiversité, la verte Helvétie a les plus gros progrès à faire de tous les pays d'Europe. Dans son dernier ouvrage, l'éthicien de la nature fribourgeois Marc Vonlanthen explique pourquoi. Interview.

Professeur de physique et enseignant d'éthique de la nature à la Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg, Marc Vonlanthen vient de signer un ouvrage intitulé «La biodiversité, L'autre crise écologique» (EPFL Press). Particulièrement accessible, ce livre explique et chiffre, sans passer sur les incertitudes, ce qui est qualifié de sixième extinction de masse. Il analyse aussi l'évolution des philosophies d'inspiration écologiste dans la manière d'aborder ce phénomène délétère de même que les diverses solutions envisagées.

Président de la section fribourgeoise de Pro Natura et élu socialiste au législatif de la ville de Fribourg, Marc Vonlanthen analyse aussi dans le détail la crise de la biodiversité en Suisse et pourquoi notre pays se croit à tort bon élève alors qu'il est aux avant-postes de cette autre crise écologique.

Heidi.news — Commençons par une question qui fâche. C'était la journée de la biodiversité il y a quelques jours et on a beaucoup parlé de crise. N'est-ce pas exagéré? Quel degré de certitudes avons-nous sur cette crise qui implique des millions d'espèces et d'individus bien au-delà de ce que nous pouvons mesurer?

Marc Vonlanthen — Il y a des incertitudes, c'est vrai, mais il faut d'abord comprendre de quoi on parle. Du point de vue scientifique, la biodiversité renvoie à la diversité des espèces, des milieux naturels et à la diversité génétique au sein d'une même espèce. Sur la perte des espèces, le chiffre avancé par l'Ipbes, l'équivalent du GIEC pour la biodiversité, est d'environ 1 million d'espèces menacées sur les 8 millions estimées. Si nous avons des raisons de croire que ce chiffre est inférieur à la réalité, l'honnêteté est de reconnaître que c'est difficile à estimer précisément avec des espèces qui sont très rares ou ont parfois des aires de répartition extrêmement limitées, par exemple une présence sur quelques îles reculées où le comptage sur le terrain est difficile.

On a cependant une lecture politique plus claire depuis la mise en place des objectifs d'Aichi adoptés en 2010 pour la décennie qui a suivi. Ils ont échoué sur presque toute la ligne mais ont quand même contribué à créer un monitoring plus systématique de la biodiversité. Une autre difficulté est que l'on découvre sans cesse de nouvelles espèces. Au final, la perte de biodiversité des espèces est indéniable: la dernière extinction si massive remonte à 66 millions d'années et on a vu disparaître la plupart des dinosaures.

Et en ce qui concerne les milieux naturels et la diversité génétique?

Les milieux naturels font l'objet d'un suivi plus ou moins exhaustif en fonction des pays. Le parent pauvre, c'est la diversité génétique. En Suisse, nous n'avons par exemple pas de programme de suivi de la diversité génétique. C'est pourtant très important en particulier parce que cela joue un rôle déterminant dans la capacité des espèces à s'adapter aux changements climatiques. C'est cette connaissance qui va par exemple guider les forestiers pour replanter une variété plus résiliente qu'une autre.

Contrairement au climat, la crise de la biodiversité n'a pas ses sceptiques. Pourquoi?

Tout simplement parce qu'elle a moins de visibilité et d'importance politique. Comme la biodiversité est moins prioritaire dans l'agenda politique, il y a aussi peut-être moins de réactions et de mise en doute.

Les politiques environnementales ont jeté – et à raison, car il y a urgence – une grosse partie de leurs forces dans le climat avec derrière la volonté de décarboner l'économie, soulevant forcément des résistances. Pour la biodiversité, nous n'en sommes pas encore au stade où on se dit qu'il faut changer nos modes de consommation et de production. C'est bien sûr une erreur parce que les deux crises sont liées et aussi parce que pour moitié notre PIB est dépendant de la biodiversité. Mais la crise de la biodiversité est silencieuse.

Comme le disait déjà Rachel Carlson en 1962 dans son livre «Printemps silencieux»! Depuis, comment a évolué la prise de conscience écologique de la crise de la biodiversité?

Dans les années 1960-1970, on assiste à la première prise de conscience généralisée. L'éthique de l'environnement et de sa protection jusque-là dominée par une conception utilitariste – la beauté des paysages ou la protection face à certains dangers – change avec l'apparition d'une conscience de la valeur intrinsèque de la nature et de la vie qu'elle abrite. C'est l'idée d'une dignité des êtres vivants. Mais cette conception va se révéler plutôt inopérante du point de vue politique. C'est la raison pour laquelle dans les années 2000 on assiste à l'apparition de la notion de valeur écosystémique de la biodiversité. La biodiversité a une valeur en ce qu'elle contribue au bien-être des sociétés humaines. C'est ce qui va conduire au chiffrage des prestations économiques de la biodiversité, la valeur des barrières de coraux ou des mangroves dans leur rôle à absorber un tsunami, par exemple, ou bien la valeur du cycle de l'eau ou de l'azote, la pollinisation par les insectes...

Et cette approche économique s'est révélée plus efficace?

Il y a eu des avancées, mais globalement le bilan est très maigre. D'abord, elle ne fait pas l'unanimité. Elle reste imprégnée d'anthropocentrisme, une vision du monde qui remonte à la tradition cartésienne et qui place l'être humain au-dessus des autres espèces sans vraiment tenir compte des interactions essentielles entre les espèces. Des gens comme Philippe Descola ou Catherine Larrère en France, ou Timothy Morton aux Etats-Unis, émettent l'hypothèse qu'une des causes fondamentales de la crise écologique c'est ce grand partage entre l'être humain et le reste du vivant.

Du point de vue scientifique, cette approche va néanmoins permettre la publication d'articles qui vont quantifier l'apport économique des différentes surfaces, mers, forêts, zones humides, etc., aux activités humaines. A partir de cette information, on pourrait demander aux entreprises de compenser les dommages à la biodiversité de l'exploitation de ces surfaces. Cela ne se fait pas, sauf dans quelques rares exemples et plutôt sur base volontaire – et avec un risque de greenwashing omniprésent.

Vous parlez de l'échec d'Aichi. On a maintenant un accord de la COP15 qui ambitionne de protéger la biodiversité en lui réservant 30% de la planète, on progresse non?

C'est un progrès mais le diable est dans les détails. La COP15 propose par exemple une réglementation des entreprises. Mais elle n'impose pas de restauration des écosystèmes juste de la transparence, un reporting annuel de leur impact sur la biodiversité qu'il reste à mettre en place au niveau national. Le reporting sur le développement durable gagne en importance mais dans la pratique, il se concentre avant tout sur les émissions de CO2. Pour la biodiversité, de l'argent a été prévu et on va voir. Les objectifs d'Aichi reposaient sur des changements juridiques, sociaux ou économiques à l'échelle des Etats ont été au mieux appliqués de manière très lente. Les Etats restent souverains et c'est le talon d'Achille de ces grandes conférences.

Dans votre ouvrage vous êtes sévère sur la politique suisse en matière de biodiversité. Expliquez-nous pourquoi?

La biodiversité se porte très mal en Suisse et notre pays est parmi les plus mauvais élèves en Europe. Plusieurs sondages de l'Office fédéral de la statistique montrent que les Suisses pensent le contraire. Certes, il y a eu d'énormes progrès dans la qualité de l'eau et de l'air. Mais seulement 6,2% des surfaces sont protégées en Suisse,



contre 30% en Slovénie et de l'ordre de 12% à 15% en France. De plus, l'agriculture suisse est très intensive avec beaucoup d'engrais et de pesticides. La force hydroélectrique exploite de nombreux cours d'eaux. Et parfois nos zones protégées ne le sont que sur le papier alors que dans les faits, les prescriptions ne sont pas respectées et le suivi, faute de moyens financiers, n'est pas suffisant...

Seulement 6,2%, alors que la Suisse est signataire de l'accord de la COP15 pour protéger 30% de ses surfaces! Il nous reste un long chemin à faire. Le rewilding (réensauvagement), une perspective en plein essor dans les pays anglo-saxons, pourrait-il être une solution pour y parvenir?

La montée en force du rewilding contient des choses intéressantes comme des grandes aires pour la biodiversité et la mise en réseau de zones protégées pour la circulation des espèces. La Suisse avait été pionnière de ce point de vue avec la création du Parc national suisse en 1914. Mais depuis, il n'y en pas eu d'autres. L'échec d'une tentative de parc national à cheval sur les Grisons et le Tessin en 2016, le parc Adula, montre que notre système fédéraliste a beaucoup de qualités mais peut aussi freiner la création d'une infrastructure écologique fonctionnelle à grande échelle. Pour protéger 30% de ses surfaces, la Suisse a du chemin à faire et cela ne pourra pas être juste du rewilding. Le seul moyen, ce sera de cohabiter dans le respect de toutes les autres formes de vie en combinant diverses formes de protection de la biodiversité avec un changement de nos modes de consommation et de production.

Ce qui pose la question de savoir comment financer une telle transition...

Effectivement, et il y a là beaucoup d'hypocrisie, y compris de la part des Etats. Actuellement, les trois quarts des flux financiers pour la protection de la biodiversité sont étatiques et un quart philanthropique. Mais les Etats ont un double discours, avec d'un côté l'affichage de restrictions aux atteintes à la biodiversité et de l'autre des subventions aux industries minières, forestières, des transports, etc. On estime qu'il faudrait entre 124 et 143 milliards de dollars par an pour financer la biodiversité dans le monde. D'un autre côté, les subventions dommageables à biodiversité sont estimées à 545 milliards de dollars par an, soit cinq fois plus. Et c'est pire en Suisse.

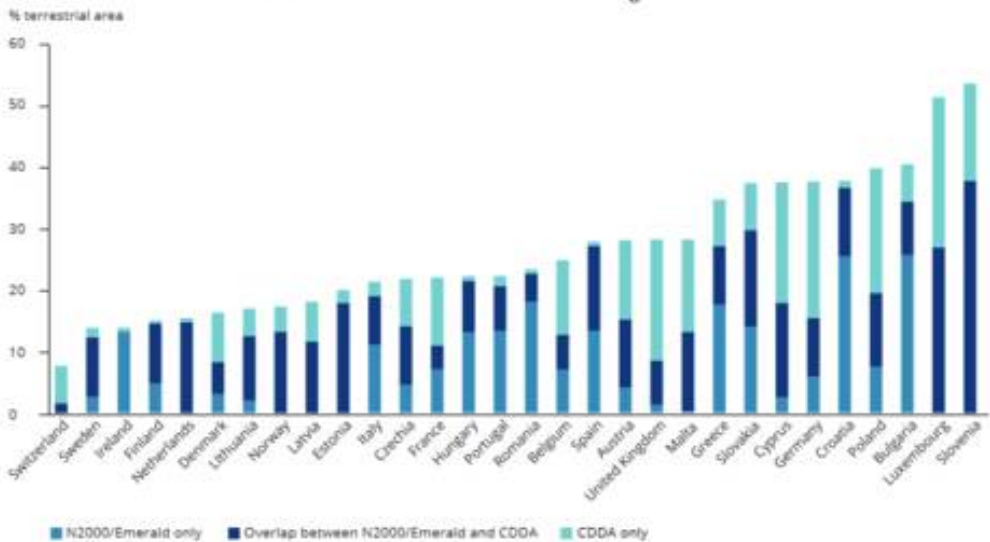
Comment cela?

Selon une étude de 2020, 162 subventions publiques au transport, au trafic routier, à l'agriculture intensive, etc. ont été identifiées comme dommageables à la biodiversité en Suisse. Leur total se monte à environ 40 milliards de francs par an alors que notre pays ne consacre qu'environ 500 millions par à la protection de la biodiversité. C'est donc 80 fois plus.



Marc Vonlanthen

FIGURE 3.2 Country comparison — share of country designated as terrestrial protected area and the overlap between Natura 2000 or Emerald sites and national designations



Note: A 'nationally designated protected area' (CDDA) is an area protected by national legislation. If a country has included sites designated under international agreements such as the EU Birds and Habitats Directives, or the Bern or Ramsar Conventions in its legislation, the corresponding protected sites, such as the Natura 2000 (N2000), Emerald or Ramsar sites, of this country are included in the CDDA.

Source: EEA (2018b).

Avec 6,2% de surfaces protégées, la Suisse est le pays d'Europe le plus éloigné de l'objectif des 30%. | Agence européenne de l'environnement



Heidi.News
1209 Genève
02 2575 80 60
<https://www.heidi.news/>

Genre de média: Internet
Type de média: Sites d'informations

Ordre: 1073023
N° de thème: 375.009

Référence: 88239864
Coupure Page: 5/5

Marc Vonlanthen

Le Point du jour vous livre l'essentiel de l'actualité en quelques minutes.

Envoyée par nos correspondants depuis cinq villes du monde, elle vous apporte un point de vue international sur l'actualité.

Entrez votre e-mail pour recevoir l'édition gratuite:

S'inscrire